

frontières. Des revendications internationales communes avaient vu le jour, telle la journée de travail de huit heures. Le creuset internationaliste comprenait aussi la lutte contre le capitalisme et le colonialisme, l'aspiration à la paix, le besoin de libertés, notamment syndicales, les hausses de salaire et l'amélioration des conditions de travail.

Le préambule de l'OIT (institution dont nous avons fêté les 100 ans en 2019) établit le lien entre la justice sociale et la paix. Ce principe a été réaffirmé dans la déclaration de Philadelphie à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le capitalisme a toujours utilisé la guerre pour sortir des crises économiques qu'il engendre. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, tend à s'imposer partout dans le monde. L'internationalisme est l'outil indispensable de la classe des travailleur.ses pour le combattre.

La plupart des migrants et migrantes fuient la guerre, les persécutions, la misère économique, les changements climatiques et les violences des droits humains dans leur pays. Ils sont souvent victimes des réseaux de passeurs indirectement soutenus par les politiques de replis identitaires et de constructions de murs. Certains acquièrent le statut de réfugié. Souvent, elles et ils deviennent des travailleur.euses sans papiers vulnérables, surexploités, subissant potentiellement la traite des êtres humains et la discrimination systémique. La CGT revendique des droits égaux pour les travailleur.ses français.es et immigré.es !

Environ 500 millions de travailleur.se sont syndiqué.es sur le plan mondial. À peine la moitié d'entre eux sont membres de syndicats ayant au moins une affiliation internationale. En 2019, la CSI revendique plus de 200 millions d'adhérent.es. Elle regroupe 332 organisations syndicales dans 163 pays. Son slogan est « *renforcer*

le pouvoir des travailleur.ses ».

La CES regroupe 89 organisations issues de 39 pays européens ainsi que 10 fédérations syndicales, représentant plus de 45 millions de membres. La CES est l'interlocutrice de deux organisations politiques européennes, l'Union européenne (marché commun à 27 pays) et le Conseil de l'Europe (droits humains et diplomatie, réunissant 46 pays). Au sein de la CES, la CGT doit être à l'initiative d'actions communes contre les ravages provoqués par les politiques de l'Europe néolibérale. La CGT doit favoriser l'organisation de luttes interprofessionnelles en faveur d'une Europe sociale, en opposition avec celle de la concurrence libre et non faussée et celle du repli sur soi et de l'exclusion.

La CGT s'engage à organiser des débats en son sein durant les trois années à venir qui nous séparent du prochain congrès sur l'intérêt de demeurer affilié aux structures syndicales européennes et internationales.

La CGT exerce la présidence, ou participe à la direction de plusieurs organisations internationales professionnelles.

Notre engagement et notre solidarité doivent être redoublés en direction des peuples en lutte pour leur liberté. Mais aussi vers les populations qui luttent contre leurs gouvernements autoritaires. Enfin nous devons intensifier notre intervention en direction des populations soumises à la pression de l'impérialisme et du colonialisme. La CGT doit être à l'initiative d'une campagne de solidarité internationale avec la CES et la CSI pour venir en aide aux populations chassées de chez elles par les conflits, les crises climatiques, alimentaires, etc. Elle doit, avec d'autres, s'opposer à une Europe forteresse qui transforme la Méditerranée et la Manche en cimetière.

La CGT continuera à prendre part aux combats internationaux solidaires, notamment avec l'appui de

son association l'Avenir social. Cette association, en complémentarité de la CGT, met en place des projets et des actions concrets de solidarité, au niveau national comme international.

Lutter contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques

Les élections politiques en France, en Europe et dans le monde montrent le poids de l'extrême droite dans les urnes et dans les têtes de nombreux citoyens, y compris dans celles de nombreux travailleur.euses. Les crises générées par le capitalisme participent à la montée d'un néofascisme aux multiples facettes et toujours aussi dangereux. Des boucs émissaires sont désignés. Les moyens contemporains de manipulation de masse font des dégâts. La haine, la division et la violence sont à la fois les méthodes et le programme de l'extrême droite. Chaque fois que l'extrême droite accède au pouvoir dans un pays, elle fait reculer les droits et les libertés, notamment syndicales. C'est le cas en France, au niveau local notamment avec le Rassemblement national (elle met en place des politiques discriminatoires, un racisme institutionnalisé reposant, par exemple, sur les concepts abjects de « grand remplacement » et de « priorité nationale »). Mais il n'y a pas que l'extrême droite à l'origine de ces reculs, nos gouvernants actuels mènent aussi des politiques d'exclusion sur les droits et libertés. Ne nous y trompons pas.

De par son histoire et ses convictions, la CGT ne partage aucune des valeurs de l'extrême droite, dont celles du Rassemblement National. Dans les instances représentatives des salarié.es, la CGT s'oppose et s'opposera systématiquement et méthodiquement à toutes les tentatives de normalisation. Le combat contre les idées de l'extrême droite, dont le RN se gagnera par

la pédagogie et la formation des salarié.es. Ce sont des usurpateurs qui pratiquent l'imposture sociale. Le monde du travail ne doit pas être dupe : en France, les nombreux députés du RN votent contre l'augmentation des salaires et des pensions. Ils votent le recul du pouvoir d'achat avec la majorité présidentielle et la droite. Ils s'abstiennent pour laisser la majorité détruire les régimes pionniers en se faisant fort de ne pas l'avoir voté. La CGT refuse de dialoguer avec les élu.es d'extrême droite à tous les niveaux et le fera savoir à chaque occasion par la lecture d'une déclaration. Non seulement nous ne banalisons pas le néofascisme, mais nous prenons part à la lutte idéologique par tous nos moyens de communication, par la bataille culturelle, par la formation syndicale et l'éducation populaire. Nos publications CGT et unitaires contre l'extrême droite dont le Rassemblement national doivent être systématiquement diffusées dans toutes nos organisations ; nos journées d'étude doivent être programmées par toutes les organisations de la CGT et nos formations syndicales, dédiées à ce combat, beaucoup plus organisées au sein de toute la CGT. Le travail de l'association VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) participe de ce combat.

Nous devons refuser la présence de représentant.es de l'extrême droite ou de leurs symboles dans nos manifestations. De même, nous refusons de voir nos couleurs, nos symboles mêlés à ceux de l'extrême droite. Une vigilance sur ce sujet doit être portée lors de la syndicalisation comme lors de nos ventes de matériels syndicaux lors de nos différentes initiatives. Chaque fois que l'extrême droite arrive au pouvoir dans un pays, c'est que ses idées ont pénétré toutes les couches de la société, y compris le salariat. La progression actuelle

des idées réactionnaires oblige la CGT à redevenir un syndicat de masse et une force d'influence sur le salariat, capable d'être un rempart face à l'extrême droite. Par conséquent, toutes les organisations de la CGT, en premier lieu les syndicats, doivent débattre des stratégies à mettre en œuvre afin de contrer la propagation des idées d'extrême droite dans la CGT, dans le monde du travail, et dans la société.

Militer pour la paix et le désarmement !

En ce début de XXI^e siècle, contre le multilatéralisme des Nations Unies, le capitalisme pratique la politique de la canonnrière et choisit l'économie de guerre : alors que la France est dorénavant le troisième exportateur mondial d'armes, le nombre de pays en conflit à moyenne ou haute intensité a doublé depuis dix ans, atteignant 23 pays, avec une population combinée de 850 millions de personnes, provoquant des flots massifs de réfugiés. La préservation de la planète et de l'humanité implique notamment d'en finir avec l'impérialisme, ses guerres et ses armes nucléaires. L'épanouissement des peuples n'est envisageable que dans un monde en paix et libéré du capitalisme. La CGT œuvre et œuvrera toujours à dynamiser la culture de la paix en militant pour la coopération et l'amitié entre les peuples. L'amélioration des droits des populations, le développement de l'accès aux biens et services de première nécessité, l'accès à la santé, à l'éducation, à la culture, à la justice, la démocratie sont des conditions sine qua non de la paix. L'Organisation des Nations Unies (ONU) doit reprendre toute sa place et toutes ses responsabilités afin de retrouver sa vocation première qu'est l'établissement du dialogue entre les peuples pour éviter tout conflit armé. La France doit se retirer de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) qui est par ailleurs à dissoudre.

La France doit utiliser son siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies en ce sens. Depuis l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des armes nucléaires en janvier 2021 la France et les huit autres États détenteurs de l'arme nucléaire sont en infraction au regard du droit international. Si nous voulons vraiment la paix, la production et le commerce des armes doivent progressivement disparaître. L'État français doit signer et ratifier le Traité d'interdiction des armes nucléaires. Les budgets militaires, en France et dans le monde, doivent être réduits au strict minimum pour assurer uniquement la défense et la sûreté du territoire. Les sommes ainsi dégagées doivent être réorientées vers l'éducation, la santé et la culture notamment. Les interventions extérieures, tout comme le financement de guerres par procuration doivent cesser. Ainsi, la position de la CGT est clairement le retrait de la France de l'OTAN et de toute organisation belliciste.

La CGT réaffirme que les armes ne sont pas une marchandise et de fait, leur commerce doit être encadré et échapper à la loi du marché. Pour être au service de la paix, le budget de la Défense doit simplement répondre aux besoins de sécurité de notre territoire, de nos intérêts vitaux et surtout de notre population.

Nous devons développer les initiatives en interne pour que la question de la paix ne resurgisse pas uniquement dans des moments de tension internationale. Nous devons aussi poursuivre notre réflexion sur le devenir des industries de l'armement, dans le cadre d'un pôle public national de défense, qui permette la réappropriation publique des industries d'armement et de leur stratégie industrielle, voire la reconversion de leur production en utilisant leur technologie et savoir-faire à des fins pacifiques.